L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : No 7 RUE DE CHARTRES

JOURNAL DU MATIN.

JEUDI MATIN, 7 FEVRIER.

Suite de la Première Page.

Bureau de l'Education Publique.

Les membres de ce Bureau ont tenu hier soir leur séance régulière mensuelle; M. J. K. Gotham occupant le fauteuil en l'absence de l'honorable T. G. Semmes.

M. Ferguson en répondant à l'appel nominal se lève et demande l'autorisation de retirer un lettre de démission qu'il a adressée au Bureau le mois dernier. M. Ferguson dit que c'est afin de se rendre au désir que lui ont exprimé les résidents de son district, qu'il agit ainsi.

Le président informe M. Ferguson que sa lettre de démission a été lue à la dernière séance, mais qu'aucune action n'a été prise à son égard.

Les comités dits *visiting committees* chargés de la surveillance des écoles dans les divers districts, font leurs rapports qui ne contiennent rien d'important à signaler.

Le comité des professeurs présente un rapport relatif aux nominations et aux promotions de certains professeurs en remplacement des démissionnaires.

Après des autres comités permanents n'a de rapport à soumettre à l'assemblée.

Un communiqué de Mme Wilkinson postulant une place de professeur est là entièrement rejeté à la considération ultérieure du Bureau.

Des questions d'importance secondaire sont traitées et le Bureau, après être resté quelques minutes en séance, s'ajourne au mois prochain.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.

Séance de mercredi, 6 février 1878.

La séance commence à midi. Mr Willis occupe le fauteuil. Vingt-neuf membres répondent à l'appel.

Mr. Grover, au nom du comité des corporations et des affaires de paroisses, recommande l'adoption, avec amendements, du bill No 15 du Sénat, incorporant la ville de Providence; l'envoi, au comité judiciaire, du bill No 99 du Sénat relatif au privilège accordé à MM. aux Schoenberg et Marrel) d'établir au bas sur le Bayou Lafourche, à Donaldsonville, l'adoption, avec amendements, du bill No 65 du Sénat, qui incorpore le Pisquemines Canal Company; du bill No 228 de la Chambre, qui attache une partie de la paroisse Catahoula à la paroisse Franklin.

M. Robertson, chairman du comité de finances, présente un rapport qui conclut au rejet au bill No 17 de la Chambre, qui transfert de "general fund" à "interest fund", la somme de cinq mille piastres, dépensée par le bureau de liquidation.

Mr George, au nom du comité de la bibliothèque, fait l'éloge de la manière dont celle-ci est tenue et de la fidélité de la personne qui en a charge. Les cinq cents piastres allouées par la dernière législature ont été dépensées avec beaucoup de discernement. La prochaine allocation devrait être de six cents piastres, dont deux cents pour relier des ouvrages de prix.

Les bills suivants sont présentés ou annoncés :

Par Mr Boatner—Un bill autorisant les percepteurs de taxes à vendre, pardevant notaires, les terres qu'ils auront saisies.—Envoyé au comité judiciaire.

Par Mr Robertson—Un bill—No 107—amendant la clause 6 de la loi 140 de 1871 relative aux ingénieurs de l'Etat, confiant aux jurés de police la construction et la réparation des levées, etc.—Au comité judiciaire.

Par Mr Kelly—Un bill—No 109—modifiant les clauses 2668 et 2669 des Revised Statutes de 1870. La première accorde de façon à prohiber l'emploi du mot "compagnie" quand il y a une personne seulement dans une maison de commerce; la seconde prescrit la pénalité.—Au comité judiciaire.

Par Mr Boatner—Un bill—No 110—amendant les clauses 3, 4 et 5 de la loi 44 de la session de 1877, relative aux juris dans toutes les paroisses de l'Etat, excepté la paroisse d'Orléans.—Au comité judiciaire.

Par le même sénateur—Un bill—No 111—au sujet des frais encourus dans les causes criminelles, dans l'Etat, et pourvoyant au paiement de ces frais.—Au comité judiciaire.

Par Mr Gla—Un bill incorporant les "United Sons of Right, of Louisiana."

Par Mr White—Un bill—No 113—relatif au New Orleans Stock Exchange, le constituant en corps politique, lui accordant certains privilèges et franchises.—Au comité des corporations et des affaires de paroisses.

Par Mr Stamps—Un bill—No 114—allouant une certaine somme que réclame Mr John Jordan, ci-devant percepteur de taxes du septième district de la Nouvelle-Orléans.—Au comité de finances.

Par Mr Texada—Un bill—No 115—amendant la clause 2 de la loi 99 de 1877 relative à la promulgation des lois lorsque le gouverneur ne les a pas signées dans le délai fixé par l'article 66 de la Constitution. —A l'enrollment committee.

Mr Grover présente, au nom du comité des corporations et des affaires de paroisses, un rapport qui recommande le rejet de la loi 33 du Sénat, autorisant la ville de la Nouvelle Orléans à acheter une usine à gaz.

Le bill No 96 du Sénat abolissant les instructions préliminaires dans les causes criminelles, excepté à la Nouvelle Orléans, est adopté.

Le rapport du Bureau de Santé, transmis par le gouverneur, est envoyé au comité de santé et de la quarantaine.

Sur la proposition de Mr Willis, le bill qui transfert le bureau gouvernement, de la Nouvelle Orléans à Baton Rouge, et alloue dix mille piastres pour le transport des archives, des livres, etc., est mis à l'ordre du jour de lundi prochain, à deux heures.

Est renvoyé indéfiniment, le bill No 17 de la Chambre transférant du "general fund" à "interest fund," la somme de cinq mille piastres qu'a dépensée le bureau de liquidation, en 1877.

Le gouverneur fait annoncer qu'il a signé le bill de la Chambre modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer de la Nile-Orléans et du Pacifique.

Qu'il n'a pas signé le bill No 26 du Sénat modifiant la loi 34 de 1870, parce que la cour du bill ne correspond pas au titre. Un bill a été présenté par Mr Robertson ; il indique les *wards* de juri de police de St. Landry, autorise le prélèvement annuel d'une taxe de quatorze mille piastres pour faire face aux dépenses de la paroisse, et défend au juri d'excéder l'impôt, à moins qu'il n'ait obtenu le consentement des citoyens.—Mr Robertson, dit qu'il a rectifié les erreurs signalées par le gouverneur et présente le bill de nouveau.

L'ordre du jour appelle le rapport d'une majorité du comité qui se prononce contre l'allocation de $16,076 00 que l'Union Nouvelle Orléans pour les frais qu'a entraînés le maintien d'une police extraordinaire, à l'époque où Mr Packard essayait de s'emparer du gouvernement.

Mr Garland, chairman, demande le renvoi indéfini.

Mr Kelly présente, comme substitut, un bill par lequel la minorité des membres accorde la somme.

Mr Ellis, qui remplace Mr Witts au fauteuil, décide que la minorité d'un comité a le droit de faire connaître son opinion, mais n'a pas celui de présenter un rapport.

Mr George propose un amendement qui fixe le montant à $25,500.

MM. Garland et Goode combattent l'allocation.

MM. White, Zacharie et Grover la contiennent au nom de la justice. M. Zacharie demande aux sénateurs des paroisses de ne pas raviver les anciennes animosités des campagnes contre la ville.

M. Burch annonce qu'il appuiera le bill parce que la législature conservatrice a voté de l'argent à la police Packard et parce qu'un service en vaut un autre.

M. Ogden prétonise avec éloquence l'adoption du bill. La création de la police extraordinaire est, dit-il, l'acte de l'Etat et non celui de la ville.

Le Sénat, par un vote de 21 contre 10, refuse de suspendre les règlements et ne passe pas à la troisième lecture. La discussion recommencera demain, jeudi.

Après une courte séance, à huis clos, les portes sont rouvertes.

Une pétition, à Mme Harriet Hewell, veuve d'un ancien juge de la paroisse St-Tammany, est présentée par Mr Richardson, qui en demande et obtient l'envoi au comité des réclamations.

Le bill No. 38 du Sénat, qui fortifie les compagnies d'assurance et leur défend de déclarer un dividende quelconque avant que leur actif dépasse leur capital, est soumis de nouveau au comité de finance, avec prière de présenter un rapport lundi prochain.

Une résolution de Mr Ogden ordonnant à l'ingénieur de l'Etat de se transporter à Baton Rouge et d'informer, immédiatement, la Législature, à combien s'élèveraient les réparations à faire à l'ancien capitole, est adoptée.

Le comité de santé et de quarantaine est, à la demande de Mr Zacharie, autorisé à désigner un comité qui devra se rendre à la station du Mississippi, où il commencera un jour à l'examen des bâtisses, etc.

Le Sénat s'ajourne à demain, jeudi, à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre est appelée à l'ordre à midi, par l'orateur Bush, qui déclare un quorum présent, quatre-vingt douze membres ayant répondu à l'appel nominal.

Mr Billieu, de Lafourche, présente une résolution, demandant qu'il n'y ait plus d'ordre du jour à l'avenir, à moins que ce ne soit avec le consentement unanime de la Chambre.

Déposé sur le bureau, momentanément.

Mr Dinkgrave, de Madison, présente la pétition de P. J. Kennedy, qui est référée au comité sur les réclamations.

Mr Sellers, d'Union, présente une pétition des citoyens de la paroisse Ouachita, demandant l'annexion d'une portion de cette paroisse à la paroisse Union.

Référée au comité sur les affaires paroissiales.

RAPPORTS DES COMITÉS.

Les rapports suivants sont présentés :

Par le comité judiciaire, un rapport favorable sur le bill No 87 du Sénat, pour amender et pour remplacer en vigueur la section 977 des Statuts Révisés; un rapport favorable sur le bill pour changer la capitale de l'Etat et pour la transférer à la Ville de Baton Rouge ;—un rapport défavorable sur le bill pour autoriser le jury de police de la paroisse Rapides à désigner des *boss*, etc. ;— un rapport défavorable également sur le bill relatif aux routes publiques qui traversent différentes paroisses ;— un rapport favorable sur la pétition des citoyens du 18ème ward de la paroisse Assomption.

Par le comité sur les allocations, un rapport favorable sur le bill No 233 de la Chambre, sans autre désignation.

Par le comité sur les terres et levées, un rapport favorable sur les bills 264, 223 et 264 de la Chambre, sans autre désignation.

Par le comité spécial des deux Chambres sur les amendements constitutionnels, un rapport de minorité, soumis par Monsieur Drury, d'Assomption, et Gracian, de Orléans, républicains, reconnaissant que les amendements proposés à la constitution par la majorité du comité et qu'une élection soit ordonnée pour une Convention Constitutionnelle, afin de réviser complètement la Constitution de l'Etat.

BILLS PRÉSENTÉS ET RÉFÉRÉS.

Les bills suivants sont présentés et référés à différents comités, à savoir :

Par M. Gaskins, de Lincoln, un bill pour punir ceux qui déchargeront des armes à feu dans les rues et sur les routes publiques.

Référé au comité judiciaire.

Par M. Bowman, de Franklin, un bill pour amender les sections 2014 etc, des Statuts Révisés.

Référé au comité sur l'économie et la réforme.

Par M. Stewart, de Tensas, un bill pour amender l'article 752 du Code de procédure.

Référé au comité judiciaire.

Par M. Voorhies, d'Orléans, un bill pour autoriser des procédures ! soumises contre l'auditeur des comptes pour obtenir des mandats en duplicata dans certains cas.

Référé au comité judiciaire.

Un autre bill pour autoriser Thos. H. Flanagan, à intenter un procès à l'Etat.

Référé au comité sur les réclamations.

Par Mr Wise, de Caddo, un bill pour révoquer la résolution jointe adoptée en 1876, ordonnant la clôture du bayou Mook, dans la paroisse Bossier.

Référé au comité sur les terres et les levées.

Un autre bill, révoquant l'acte qui crée un Bureau de Liquidation pour la paroisse Caddo.

Référé au comité sur les affaires paroissiales.

Par Mr Simms, de St. Jacques, un bill pour faire les fonctions d'avocat de paroisse électives.

Référé au comité judiciaire.

Le bill No 97 du Sénat, exigeant que les jurys de police des différentes paroisses de l'Etat fassent une enquête, relativement aux dettes qui datent d'avant 1870, afin d'avertir les citoyens de ces dettes à venir et contester un procès, si ces dettes, ou contester la légalité de ces dettes,—est référé au comité judiciaire.

Le bill No 72 de ce Sénat, pour amender la section 667 des Statuts Révisés relativement à l'organisation des compagnies de Pompiers, est référé au comité sur les corporations.

Le bill No. 91 du Sénat, une résolution des deux Chambres, demandant au Congrès national d'encourager la culture du riz, est référé au comité sur l'agriculture, l'immigration et le commerce.

Le bill de la Chambre No. 3, pour venir au secours de Norbert Lonques, dans la paroisse St-Charles, est la trois fois est est adopté finalement.

L'ORDRE SPÉCIAL DU JOUR

pour une heure de l'après-midi est appelé. Il s'agit du bill No. 85 de la Chambre, pour incorporer la "Louisiana Land Reclaiming Association" pour protéger certains terrains contre l'inondation et pour accorder certains terrains marécageux à la dite compagnie, afin de les assainir et de les rendre propres à la culture, etc.

Le bill revient du comité sur les terres et les levées avec un rapport favorable.

Mr Trémoulet, d'Orléans, propose comme section supplémentaire au bill, que si après le temps spécifié, ces terrains ne sont pas asséchés, ils reviendront à l'Etat.

L'amendement est adopté.

Le bill est alors déclaré grossoyé, et en vertu d'une suspension des règlements, il est finalement adopté.

BILLS ADOPTÉS.

Les bills suivants sont adoptés :

Le bill amendant un acte concernant certaines privilèges de corporation à la ville de Baton Rouge, etc.

Le bill No 255 de la Chambre déterminant quelle sera à l'avenir la compensation des membres de l'Assemblée Générale et réduisant les frais généraux.

Le bill présenté par Mr McGehee, président du comité sur la milice, pour enrôler et équiper la milice, allouant $20,000 à cet effet, est mis à l'ordre du jour pour lundi prochain, ainsi que le bill de minorité présenté par Mr Creasy, d'Orléans.

Tous les deux sont imprimés.

Le bill No 19 du Sénat, pour rendre uniforme la compensation des membres de l'Assemblée Générale, est déposé, sur le bureau.

L'ORDRE DU JOUR POUR DEUX HEURES.

Le bill No 18 de la Chambre, relativement au Bureau de Liquidation, est pris en considération. Il revient du comité sur les voies et moyens avec un rapport défavorable.

L'honorable Bush, orateur de la Chambre, prend la parole pour soutenir le bill

Il dit que les collections de 1874, 75, 76 et 77 ne suffisent pas à payer les intérêts accumulés des Bons, qui se montent à $600,000. Il est impossible, sans une augmentation de taxation pour faire face aux obligations de l'Etat. Le bill propose de permettre aux créanciers publics à faire convertir les coupons échus des Bons, au même taux de soixante pour cent.

Mr Hill, d'Orléans, s'oppose au bill, parce qu'en convertissant tous les coupons échus, même au taux de soixante pour cent, ce serait de la part de l'Etat assumer une nouvelle dette et accepter tous ces coupons sans avoir fait une enquête pour s'assurer s'ils sont valides ou non.

Après d'autres débats, le bill est renvoyé devant le comité judiciaire.

SECONDE LECTURE DE BILLS.

Le bill No 69 de la Chambre, pour amender une section de l'acte de '77 relativement au mode de percevoir des taxes, etc, revient du comité sur les voies et moyens avec un rapport défavorable que les clauses du bill sont comprises dans le bill du revenu.

Déposé sur le bureau.

Un bill présenté par M. Brice, de Bienville, traitant du même sujet est également déposé sur le bureau.

Le bill relatif à la création de Bureaux de Santé dans chaque paroisse de l'Etat, est remis à l'ordre du jour pour samedi à une heure et sera imprimé.

Le bill No 104 de la Chambre pour venir au secours de Charles W. Boothby, arpenteur-adjoint des limites du 3ème district, revient du comité sur les réclamations avec un rapport favorable, et est déclaré grossoyé en vertu d'une suspension des règlements.

Le bill No 105 de la Chambre, relatif à l'évidence et à la nature des preuves à fournir dans les poursuites criminelles, revient du comité judiciaire avec un rapport favorable.

Le bill est déclaré grossoyé.

Le bill No 113 de la Chambre, pour autoriser le Gouverneur à nommer deux membres du jury de police dans la paroisse Bossier, revient du comité sur les affaires paroissiales avec un rapport favorable et est déclaré grossoyé.

Le bill No 119 de la Chambre, pour ordre un juge de paix additionnel dans le 8ème ward de la paroisse Caddo, revient du comité sur les affaires paroissiales avec un rapport favorable et est grossoyé.

Le bill No 129 de la Chambre, pour amender un acte incorporant le chemin de fer Southwestern de Shreveport, revient du comité sur les chemins de fer avec un rapport favorable et des amendements.

Les amendements sont acceptés et le bill est grossoyé.

Le bill No 131 de la Chambre pour amender un acte de 1871 relatif aux listes d'enregistrement des assesseurs de paroisse, qui sont en même temps commis d'enregistrements, spécifiant que ces listes d'enregistrements seront imprimées par le journal officiel, revient du comité sur l'enregistrement avec un rapport favorable et est déclaré grossoyé.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'au lendemain à midi.

Marché aux Bestiaux.

Opérations depuis samedi.

	Arrivé.	Vendu.	Gardé.
Bœufs du Texas	814	687	127
Vaches	304	288	16
Veaux	207	202	705
Moutons	78	76	..
Vaches à lait	..	..	16

PRIX DES BESTIAUX

Bœufs du Texas, nourris au maïs, 1re qualité par livre ..... 4½ à 5

de 2e de 3½ à 4

de 3e de 2½ à 3

Bœufs du Texas, choix, par tête

de 2e qualité $30 à $35

de 3e qualité $25 à $28

Cochons gras par 100 livres ..... 4 à 4½

Cochons du Texas, par tête (fair) ..... 2 à 2½

Communs ..... — à —

Moutons, 1re qual. par tête ..... 3 à 3½

de 2e de 2e ..... 2 à 2½

de 3e de 3e ..... 1 à 1½

Vaches laitières, 1re qualité ..... $75 à $80

Veaux, 1re qualité ..... $10 à $12

Veaux, 2e qualité ..... $7 à $8

Veaux, 3e qualité ..... $5 à $6

DÉPÊCHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

LA GUERRE EN ORIENT.

Les Russes à Constantinople.

Fureur des journaux anglais.

NOUVELLE A SENSATION.

Londres, 6—L'Advertiser donne la nouvelle suivante :

Nous avons des raisons de croire que le gouvernement a reçu la nouvelle de l'entrée des Russes à Constantinople. Rien tout, sauf l'embargo russe dit que rien n'a transpiré jusqu'ici qui tendit à permettre ou fait comme probable.

Quelque l'Advertiser annonce le chose très positivement, ce récit semble absolument incroyable.

Les communications télégraphiques directes avec Constantinople sont encore interrompues.

Le Post dit : Les Russes sont à Constantinople, telle était la nouvelle qui circulait hier soir à Londres ; nous pensons à croire qu'elle est fondée sur des interprétations officielles authentiques.

Le message est venu par Alexandrie. Nous ne savons en ce moment quelle est la raison pendant de cette conception. D'autre côté, quelques diplomates, les Russes se sont rendus maîtres de deux forts sur les lignes de Bonouk et de Chaokmedjé. Selon d'autres, ils ont gagné encore plus d'avantages. Les détails sont de peu d'importance.

Au fond tous sont d'accord que le capitale de la Turquie, la clé de l'Orient, est entre les mains du Czar.

L'indignation ne se serva de rien, si signons qu'il n'y a eu aucune désaprobation démonstrations que s'était une question de l'acquisition qui nous a été communiqué hier.

Les forces de terre et de mer de l'Angleterre naturant pu à cet instant, seraient contre les mains du Czar.

L'indignation ne se servira